

devenue un grand exportateur de logiciels, car il n'y a que deux pays au monde qui possèdent un plus grand nombre de programmeurs que les 300 000 Indiens qui travaillent dans ce secteur.¹³

En 1990, le montant des nouveaux IED accordés aux pays en voie de développement s'élevait à 32 milliards de dollars – plus de la moitié du montant de l'aide publique au développement (APD) – et ce montant continue à croître. Si la stabilité politique et les politiques économiques favorables étaient plus universellement répandues dans le Tiers monde, il ne fait aucun doute que celui-ci aurait une plus large part du marché mondial des IED, qui était en 1990 de 184 milliards. Évidemment, les investissements étrangers directs ne sont pas répartis de façon égale entre pays en voie de développement: l'Est et le Sud-Est asiatiques reçoivent 14 des 32 milliards de dollars, l'Amérique latine, 9 milliards, et l'Afrique, 3 milliards de dollars.¹⁴ À moyen terme, les IED, et par conséquent la planification des ressources humaines axée sur des secteurs de compétence ciblés, risquent d'être les plus bénéfiques pour les pays dont le niveau des revenus est juste en deçà du niveau intermédiaire, qui sont parvenus au moins à une scolarisation presque totale de la population et qui ont des infrastructures plus développées – des pays comme la Malaisie, les Philippines, l'Indonésie, l'Inde et certains pays latino-américains.

Un exemple de ce potentiel explosif est celui des investissements privés en Amérique latine, qui ont triplé en 1991 après l'adoption en 1990 de réformes économiques en faveur de la privatisation des entreprises d'État et de la déréglementation du commerce et des investissements. La moitié de ces investissements étaient des capitaux rapatriés que les Latino-américains avaient eux-mêmes placés ailleurs.¹⁵

13 Bissell, Richard E., «Who Killed the Third World?», *The Washington Quarterly*, automne 1990, p. 28.

14 *The Economist*, 19 septembre 1992, p. 17.

15 *The Economist*, 18 avril 1992, p. 11.